

NOTE DE SERVICE

Destinataires : Membres du Conseil d'administration
 Expéditrice : Me Sylvie Champagne, secrétaire de l'Ordre et directrice du Secrétariat de l'Ordre et Affaires juridiques
 Date : 15 août 2017
 Objet : Vigie sur les dossiers stratégiques, positionnement et leadership & les suivis

Chers membres du Conseil d'administration,

Nous désirons vous informer des dossiers sur lesquels le Secrétariat de l'Ordre et Affaires juridiques travaille actuellement depuis notre dernière note.

NOUVEAUX DOSSIERS

Pour faciliter la lecture, nous utilisons la légende suivante

PL provinciaux

PL fédéraux

Index	Projet loi fédéral #C-59 (dépôt : 20 juin 2017)
Titre	Loi concernant des questions de sécurité nationale
Enjeux	Modifications de différentes lois dans le but d'assurer une surveillance centralisée des activités liées à la sécurité nationale.
Critère(s) PS	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)
Autres(s) critère(s)	Atteinte aux champs de pratique de nos membres ou aux conditions d'exercice de la profession
	Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes
	Confiance du public dans les institutions
	Sécurité publique
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre
Comité(s)	Comité en droit criminel
	Comité sur les droits de la personne
Action	Étude du PL (6 juil 2017)
Note sur l'action	CA sept. 2017

Index	Projet loi fédéral #C-56 (dépôt : 19 juin 2017)
Titre	Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et la Loi sur l'abolition de la libération anticipée des criminels
Enjeux	<p>Le texte modifie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition afin, notamment de réintroduire l'expression « moins restrictif possible » dans certaines dispositions de cette loi et de prévoir que l'isolement préventif prend fin au plus tard à l'expiration du vingt et unième jour de détention. - Loi sur l'abolition de la libération anticipée des criminels afin de prévoir que la procédure d'examen expéditif établie sous le régime de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition continue de s'appliquer à tous les délinquants à l'égard des infractions commises avant l'entrée en vigueur de la Loi sur l'abolition de la libération anticipée des criminels.
Critère(s) PS	<p>Connaissance justice population (P.S. 6.1)</p> <p>Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)</p>
Autres(s) critère(s)	<p>Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes</p> <p>Confiance du public dans les institutions</p>
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre
Comité(s)	<p>Comité en droit criminel</p> <p>Comité sur les droits de la personne</p>
Action	Étude du PL (6 juil 2017)
Note sur l'action	CA oct. 2017

Index	Projet loi provincial #144 (dépôt : 9 juin 2017)
Titre	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire
Enjeux	Ce projet de loi a principalement pour but d'accroître la portée du droit à la gratuité des services éducatifs et de renforcer les mesures visant le respect de l'obligation de fréquentation scolaire.
Critère(s) PS	<p>Connaissance justice population (P.S. 6.1)</p> <p>Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)</p> <p>Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)</p>
Responsables(s)	<p>Arianne Leblond</p> <p>Réa Hawi</p>
Comité(s)	<p>Comité en droit de l'immigration et de la citoyenneté</p> <p>Comité en droit de la jeunesse</p> <p>Comité sur les droits de la personne</p>
Action	Étude du PL (9 juin 2017)
Note sur l'action	CA août 2017

Index	Projet loi provincial #797 (dépôt : 9 juin 2017)
Titre	Loi modifiant le Code civil afin que le lien de filiation du conjoint de fait décédé avant la naissance de son enfant soit reconnu
Enjeux	<p>- Ce projet de loi modifie les règles relatives à la déclaration de filiation afin que le conjoint de fait survivant puisse déclarer la filiation de son enfant à l'égard de son conjoint de fait décédé avant la naissance.</p> <p>- Ce projet de loi modifie également les règles relatives à l'établissement de la filiation prévues au Code civil du Québec. Il étend la présomption de paternité prévue au Code civil du Québec à l'enfant né dans les 300 jours après la fin de l'union de fait dans les cas où le conjoint de fait est décédé avant la naissance.</p> <p>- Ce projet de loi prévoit également que l'enfant issu par procréation assistée d'un projet parental entre conjoints de fait qui est né dans les 300 jours après la fin de l'union de fait est présumé avoir pour autre parent l'ex-conjoint de fait de la femme qui lui a donné naissance si cet ex-conjoint est décédé avant la naissance.</p>
Critère(s) PS	<p>Connaissance justice population (P.S. 6.1)</p> <p>Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)</p> <p>Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)</p>
Autres(s) critère(s)	Saine administration de la loi et de la justice
Responsables(s)	Arianne Leblond
Action	Étude du PL (9 juin 2017)
Note sur l'action	CA sept. 2017

Index	Projet loi provincial #796 (dépôt : 7 juin 2017)
Titre	Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de faciliter le soutien aux proches
Enjeux	Modification de la Loi sur les normes du travail pour permettre à un salarié de s'absenter du travail pour fournir des soins ou du soutien à un proche.
Critère(s) PS	<p>Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)</p> <p>Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)</p>
Responsables(s)	Réa Hawi
Comité(s)	Comité sur les normes, l'équité, la santé et la sécurité du travail
Action	Étude du PL (7 juin 2017)
Note sur l'action	CA sept. 2017

Index	Projet loi fédéral #C-51 (dépôt : 6 juin 2017)
Titre	Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur le ministère de la Justice et apportant des modifications corrélatives à une autre loi
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> - Clarification et renforcement de certains aspects du droit relatif à l'agression sexuelle qui touchent le consentement, l'admissibilité de la preuve et la représentation par avocat des plaignants; - Abrogation ou modification de plusieurs dispositions du Code criminel que les tribunaux ont jugées inconstitutionnelles ou qui sont devenues désuètes ou inutiles; - Création d'une exigence de dépôt d'une déclaration concernant la Charte qui décrit les répercussions sur les droits et libertés garantis par celle-ci lors de chaque nouveau projet de loi du gouvernement.
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1) Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2) Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)
Autres(s) critère(s)	Confiance du public dans les institutions Saine administration de la loi et de la justice
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre
Comité(s)	Comité en droit criminel
Action	Étude du PL (6 juil 2017)
Note sur l'action	CA sept. 2017

Index	Projet loi provincial #897 (dépôt : 1 juin 2017)
Titre	Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse afin de garantir le droit à l'éducation
Enjeux	Ce projet de loi vise à garantir le droit fondamental à l'éducation des enfants. N.-B. Ce projet de loi est étudié conjointement avec les amendements au projet de loi 99.
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1) Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2) Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)
Responsables(s)	Arianne Leblond
Comité(s)	Comité en droit de la jeunesse
Action	Étude du PL (9 juin 2017)
Note sur l'action	CA sept. 2017

Index	Projet loi provincial #895 (dépôt : 23 mai 2017)
Titre	Loi modifiant le Code civil dans le but de permettre à toute personne domiciliée au Québec d'obtenir une modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance
Enjeux	Permettre aux personnes n'ayant pas la citoyenneté canadienne de faire modifier la mention de sexe à l'état civil sans délai préalable de résidence au Québec
Critère(s) PS	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)
Autres(s) critère(s)	Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes
Responsables(s)	Arianne Leblond Fanie Pelletier Réa Hawi
Comité(s)	Comité en droit de l'immigration et de la citoyenneté Comité LGBT Comité sur les droits de la personne
Action	Étude du PL (7 juin 2017)
Note sur l'action	CA août 2017

Index	Projet loi provincial #890 (dépôt : 18 mai 2017)
Titre	Loi visant à assurer la saine administration de la justice afin de préserver la confiance du public envers le système de justice
Enjeux	Ce projet de loi édicte des dispositions pour assurer la saine administration de la justice criminelle et pénale afin de préserver la confiance du public envers le système de justice. Ce projet de loi modifie la Loi sur les tribunaux judiciaires pour prévoir des dispositions concernant le droit d'être jugé dans un délai raisonnable dans le cadre d'une instance criminelle ou pénale. On propose l'utilisation de la clause dérogatoire à la Charte canadienne et à la Charte québécoise.
Critère(s) PS	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)
Autres(s) critère(s)	Atteinte à l'accessibilité à la justice Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes Confiance du public dans les institutions
Responsables(s)	Nicolas Le Grand Alary
Comité(s)	Comité en droit criminel
Action	Rédaction d'une lettre en cours
Note sur l'action	CA août 2017

Index	Projet loi provincial #697 (dépôt : 11 mai 2017)
Titre	Loi visant à permettre aux étudiants en droit de donner des consultations et des avis d'ordre juridique dans une clinique juridique universitaire afin d'améliorer l'accès à la justice
Enjeux	Protection du public; Accès à la justice; Rôle de l'avocat;
Responsables(s)	Nicolas Le Grand Alary Sylvie Champagne
Action	Étude du PL (11 mai 2017)
Note sur l'action	Dépôt d'un projet de lettre CA juin 2017 - reporté au CA août 2017

Index	Projet loi fédéral #C-343 (dépôt : 11 mai 2017)
Titre	Loi constituant le Bureau de l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels et modifiant certaines lois
Enjeux	Le texte constitue le Bureau de l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels et précise les attributions de l'ombudsman. Il modifie la Charte canadienne des droits des victimes afin de préciser le rôle de l'ombudsman à titre d'autorité compétente pour l'examen des plaintes au titre de cette loi. Finalement, il apporte des modifications corrélatives à certaines lois.
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1) Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)
Autres(s) critère(s)	Atteinte à l'accessibilité à la justice Confiance du public dans les institutions Incohérence d'une législation par rapport à un régime juridique général Législation inefficace en regard de la réalisation de l'intention du législateur Saine administration de la loi et de la justice
Responsables(s)	Arianne Leblond
Comité(s)	Comité en droit criminel
Action	Étude du PL (26 mai 2017)
Note sur l'action	Le projet de loi ne sera probablement pas étudié puisqu'il serait irrecevable. Le Comité en droit criminel ne considère pas qu'il soit nécessaire de faire des commentaires sur ce projet de loi pour l'instant. Nous surveillons le cheminement du projet de loi.

Index	Projet loi fédéral #C-346 (dépôt : 11 mai 2017)
Titre	Loi modifiant la Loi sur les armes à feu (permis)
Enjeux	Le texte modifie la Loi sur les armes à feu afin de: - rendre valides à vie certains permis d'armes à feu et de prévoir que les permis peuvent faire l'objet d'une renonciation. - exiger des particuliers qu'ils mettent à jour, tous les dix ans, les renseignements fournis dans leur demande de permis et prévoit la suspension des permis dans certaines circonstances.
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1) Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)
Autres(s) critère(s)	Incohérence d'une législation par rapport à un régime juridique général Sécurité publique
Responsables(s)	Arianne Leblond
Comité(s)	Comité en droit criminel
Action	Étude du PL (26 mai 2017)
Note sur l'action	Le Comité en droit criminel ne considère pas qu'il soit nécessaire de faire des commentaires sur ce projet de loi pour l'instant. Nous surveillons le cheminement du projet de loi.

Index	Projet loi fédéral #C-349 (dépôt : 11 mai 2017)
Titre	Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois en conséquence (organisation criminelle)
Enjeux	Le texte modifie le Code criminel afin de: - prévoir que le gouverneur en conseil peut établir une liste d'entités composée d'organisations criminelles. - ériger en infraction le fait pour quiconque de porter l'emblème d'une entité inscrite dans le but de démontrer son appartenance à une telle organisation.
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1) Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)
Autres(s) critère(s)	Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes Incohérence d'une législation par rapport à un régime juridique général Législation entraînant des difficultés importantes au niveau de l'administration de la justice Liberté d'expression
Responsables(s)	Arianne Leblond
Comité(s)	Comité sur les droits de la personne
Action	Étude du PL (7 juin 2017)
Note sur l'action	Le Comité sur les droits de la personne ne considère pas qu'il soit nécessaire de faire des commentaires sur ce projet de loi pour l'instant. Nous surveillons le cheminement du projet de loi.

Index	Projet loi fédéral #S-226 (dépôt : 11 mai 2017)
Titre	Loi prévoyant la prise de mesures restrictives contre les étrangers responsables de violations graves de droits de la personne reconnus à l'échelle internationale et apportant des modifications connexes à la Loi sur les mesures économiques spéciales et à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
Enjeux	Le texte édicte la Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus afin de: - prévoir la prise de mesures restrictives contre les étrangers responsables de violations graves de droits de la personne reconnus à l'échelle internationale. - apporter des modifications connexes à la Loi sur les mesures économiques spéciales et à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés.
Critère(s) PS	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)
Autres(s) critère(s)	Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes Incohérence d'une législation par rapport à un régime juridique général Législation entraînant des difficultés importantes au niveau de l'administration de la justice Législation inefficace en regard de la réalisation de l'intention du législateur
Responsables(s)	Arianne Leblond Réa Hawi
Comité(s)	Comité en droit de l'immigration et de la citoyenneté Comité sur les droits de la personne
Action	Dépôt du projet de lettre au CA (15 août 2017)
Note sur l'action	CA août 2017

Index	Projet loi fédéral #S-237 (dépôt : 11 mai 2017)
Titre	Loi modifiant le Code criminel (taux d'intérêt criminel)
Enjeux	<p>Le texte modifie le Code criminel afin de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - diminuer le taux criminel, le faisant passer de soixante pour cent au taux de financement à un jour de la Banque du Canada - majorer ce nouveau taux de vingt pour cent si le capital est prêté à certaines fins, notamment à des fins personnelles, familiales ou ménagères. <p>Il maintient le taux criminel à soixante pour cent si le capital prêté est destiné à des fins professionnelles ou commerciales.</p> <p>Toutefois, les conventions ou ententes aux termes desquelles le capital prêté égale ou excède un million de dollars et est destiné à des fins professionnelles ou commerciales ne sont pas visées par ces dispositions.</p>
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1)
Autres(s) critère(s)	<p>Absence ou l'insuffisance de consultation avant l'adoption d'une loi ou d'un règlement</p> <p>Législation inefficace en regard de la réalisation de l'intention du législateur</p>
Responsables(s)	<p>Arianne Leblond</p> <p>Réa Hawi</p>
Comité(s)	<p>Comité en droit criminel</p> <p>Comité sur la protection du consommateur</p>
Action	Étude du PL (26 mai 2017)
Note sur l'action	<p>Le Comité en droit criminel ne considère pas qu'il soit nécessaire de faire des commentaires sur ce projet de loi pour l'instant.</p> <p>Nous surveillons le cheminement du projet de loi.</p>

Index	Projet loi provincial #133 (dépôt : 27 avr 2017)
Titre	Loi obligeant le port de l'uniforme par les policiers et les constables spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions
Enjeux	Ce projet de loi modifie la Loi sur la police afin d'y introduire l'obligation pour les policiers et les constables spéciaux, dans l'exercice de leurs fonctions, de porter l'uniforme et l'équipement fournis par leur employeur.
Autres(s) critère(s)	<p>Confiance du public dans les institutions</p> <p>Liberté d'expression</p> <p>Saine administration de la loi et de la justice</p> <p>Sécurité publique</p>
Responsables(s)	<p>Arianne Leblond</p> <p>Réa Hawi</p>
Comité(s)	Comité sur les normes, l'équité, la santé et la sécurité du travail
Action	Dépôt du projet de lettre au CA (15 août 2017)
Note sur l'action	CA août 2017 - Des auditions en commission parlementaire sont prévues le 6 septembre 2017.

Index	Projet loi provincial #699 (dépôt : 23 mars 2017)
Titre	Loi modifiant la Loi sur l'administration fiscale dans le but d'augmenter certains seuils d'admissibilité pour interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec
Enjeux	Étendre aux sociétés la possibilité d'interjeter un appel sommaire devant les petites créances à la suite d'une opposition; Augmenter les seuils d'admissibilité pour pouvoir interjeter un appel sommaire devant les petites créances.
Critère(s)	Accessibilité à la justice; Atteinte aux champs de pratique de nos membres ou aux conditions d'exercice de la profession; Satisfaction public & membres (P.S. 4.1); Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)
Critère(s) PS	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2) Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)
Responsables(s)	Éliane Hogue Marc Sauvé Réa Hawi
Comité(s)	Comité sur la fiscalité Comité sur la procédure civile
Action	Étude du PL (20 juin 2017)
Note sur l'action	Question sera soumise au Comité provincial d'exercice illégal, puisque les enjeux des modifications visées par le PL ne s'arrêtent pas aux créances de 15 000 \$, mais visent notamment les intérêts et pénalités jusqu'à concurrence de 15 000 \$. Le gouvernement pourrait présenter un projet de loi cet automne à ce sujet. Pour le moment, il s'agit d'un projet de loi de l'opposition.

Index	Consultation fédérale (dépôt : 1 août 2017)
Titre	Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés - détention de mineurs et meilleur intérêt de l'enfant
Enjeux	Détention des mineurs en immigration.
Critère(s) PS	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2) Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)
Autres(s) critère(s)	Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre Réa Hawi
Comité(s)	Comité en droit de l'immigration et de la citoyenneté
Action	Autre (1 août 2017)
Note sur l'action	Étude par le Comité - CA août 2017

Index	Consultation fédérale (dépôt : 24 juil 2017)
Titre	Nouveau cadre de surveillance des paiements de détail
Enjeux	Cadre de surveillance des paiements de détail.
Critère(s) PS	Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2) Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)
Responsables(s)	Réa Hawi
Comité(s)	Comité sur la protection du consommateur
Action	Autre (24 juil 2017)
Note sur l'action	Étude par le comité - CA sept. 2017

Index	Consultation fédérale (dépôt : 18 juil 2017)
Titre	Planification fiscale au moyen de sociétés privées en contrant des stratégies de planification fiscale
Responsables(s)	Sylvie Champagne
Comité(s)	Comité sur la fiscalité
Action	Étude du PL (19 juil 2017)
Note sur l'action	Consultation en cours des membres du Comité sur la fiscalité pour commentaires préliminaires - CA sept. 2017 - La date limite pour présenter des observations est le 2 octobre 2017.

Index	Consultation fédérale (dépôt : 17 juil 2017)
Titre	Itinérance - prévenir et réduire la pauvreté au Canada
Enjeux	<p>L'itinérance est une réalité pour un trop grand nombre de Canadiens, et un défi pour toutes les collectivités. Voilà pourquoi le Comité consultatif sur l'itinérance veut connaître le point de vue des Canadiens sur les façons de mieux prévenir et réduire l'itinérance dans le cadre d'un processus de consultation en ligne. Tous les Canadiens sont invités à faire part de leurs opinions et de leurs idées en répondant au sondage en ligne et en racontant leurs histoires.</p> <p>Le Comité consultatif sur l'itinérance examinera les commentaires recueillis lors du processus de consultation et présentera au gouvernement des options pour le renouvellement de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI).</p> <p>Grâce à la SPLI, le gouvernement du Canada offre un soutien et du financement aux collectivités pour trouver des solutions locales à l'itinérance. Dans le cadre du budget de 2017, le gouvernement du Canada annonçait qu'il bonifie et prolonge le financement de la SPLI au-delà de 2018-2019.</p>
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1) Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2) Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre Réa Hawi
Comité(s)	Comité sur le droit en regard des peuples autochtones
Action	Rédaction d'un mémoire en cours (24 juil 2017)
Note sur l'action	CA août 2017

Index	Consultation fédérale (dépôt : 12 juil 2017)
Titre	Transformation du système de justice pénale du Canada
Enjeux	Thèmes : - Sécurité des Canadiens - Compassion pour les victimes - Besoins des populations vulnérables - Retards et manque d'efficacité dans le système - Faible taux de signalement des agressions sexuelles - Moins de latitude pour les juges -Surreprésentation des Autochtones
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1) Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2) Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)
Autres(s) critère(s)	Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes Saine administration de la loi et de la justice Sécurité publique
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre
Action	Rédaction d'un mémoire en cours (31 juil 2017)
Note sur l'action	CA Octobre 2017

Index	Consultation provinciale (dépôt : 27 juin 2017)
Titre	Consultation régionale sur l'encadrement du cannabis
Enjeux	À la suite du dépôt du projet de loi fédéral sur la légalisation du cannabis, en avril 2017, des analyses menées par le Gouvernement du Québec ont permis de constater que l'adoption d'une telle loi entraînerait des enjeux multiples et complexes pour le Québec. Le gouvernement entame un consultation public sur les différentes questions relatives à la réglementation du cannabis au Québec. Différents comités ont été mis en place afin de déterminer les orientations que le gouvernement entend privilégier et de mener à bien les travaux nécessaires à la préparation de ce projet de loi-cadre, qui sera déposé à l'Assemblée nationale à l'automne 2017. Préalablement au dépôt du projet de loi, le Gouvernement du Québec tiendra des activités publiques auprès d'experts et de la population afin d'alimenter les différentes réflexions
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1) Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2) Satisfaction public & membres (P.S. 4.1)
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre Réa Hawi
Comité(s)	Comité sur l'action collective Comité sur les normes, l'équité, la santé et la sécurité du travail
Action	Rédaction d'un mémoire en cours (18 juil 2017)
Note sur l'action	Participation consultations publiques : 7 sept. 2017 CA août 2017

Index	Autre dossier provincial (dépôt : 31 mai 2017)
Titre	Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2017-2018 - printemps 2017
Responsables(s)	Sylvie Champagne
Action	Autre (1 juin 2017)
Note sur l'action	Étude des informations utiles pour la justice en cours

Index	Autre dossier (dépôt : 10 avr 2017)
Titre	Rapport de la Commission des finances publiques "Le phénomène du recours aux paradis fiscaux - Observations, conclusions et recommandation"
Enjeux	Égalité de tous devant la loi; Liberté des personnes dans la gestion de leurs biens conformément à la loi; Sécurité juridique et prévisibilité de la règle de droit; Équité fiscale.
Responsables(s)	Sylvie Champagne
Comité(s)	Comité sur la fiscalité
Action	Dépôt du projet de mémoire au CA (8 sept 2017)
Note sur l'action	Consultation en cours des membres de notre Comité sur la fiscalité pour commentaires & enjeux. Un rappel a été fait pour obtenir les commentaires des membres du Comité afin de compléter le rapport - CA sept. 2017

Index	Autre dossier provincial (dépôt : 6 avr 2017)
Titre	Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics
Responsables(s)	Fanie Pelletier Réa Hawi
Comité(s)	Comité sur le droit en regard des peuples autochtones

Index	Autre dossier (dépôt : 10 mars 2017)
Titre	Agressions sexuelles au Canada et traitement de dossiers par la police
Critère(s) PS	Connaissance justice population (P.S. 6.1) Rôle sociétal du BQ (P.S. 5.2)
Autres(s) critère(s)	Atteinte à l'accessibilité à la justice Atteinte à l'indépendance judiciaire Atteinte au principe d'équité procédurale Atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes Confiance du public dans les institutions Législation entraînant des difficultés importantes au niveau de l'administration de la justice Législation inefficace en regard de la réalisation de l'intention du législateur
Responsables(s)	Ana Victoria Aguerre
Action	Dépôt du projet de mémoire au CA (9 juin 2017)
Note sur l'action	Reporté CA août 2017

Index	Autre dossier (dépôt : 1 janv 2017)
Titre	Comité Barreau-Chambre notaires (art. 303 (7)) C.p.c.
Responsables(s)	Sylvie Champagne

Index	Autre dossier provincial (dépôt : 1 janv 2017)
Titre	Mise en œuvre des engagements du Barreau dans le Plan d'action de la Table Justice Québec sur les délais en matière criminelle
Responsables(s)	Nicolas Le Grand Alary
Action	Autre (20 juin 2017)
Note sur l'action	Rencontre de la Table Justice-Québec

Index	Autre dossier (dépôt : 1 janv 2017)
Titre	Préparation de la négociation du Tarif de l'aide juridique
Responsables(s)	Éliane Hogue

SUIVIS DES DOSSIERS TERMINÉS

Projet loi provincial #134 (dépôt : 3 mai 2017)

Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation

Action pour le CA : Dépôt du projet de mémoire au CA (5 juil 2017)

Résolution du CA : 27 juil 2017 (résolution #3.1.1.)

Projet loi fédéral #C-45 (dépôt : 13 avr 2017)

Loi concernant le cannabis et modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, le Code criminel et d'autres lois

Action pour le CA : Dépôt du projet de mémoire au CA (12 mai 2017)

Action pour le CA : Dépôt du projet de mémoire au CA (9 juin 2017)

Résolution du CA : 27 juin 2017 (résolution #3.1.1)

Action pour le CP : Dépôt du mémoire au CP (6 juil 2017)

Projet loi fédéral #C-46 (dépôt : 13 avr 2017)

Loi modifiant le Code criminel (infractions relatives aux moyens de transport) et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

Action pour le CA : Dépôt du projet de mémoire au CA (12 mai 2017)

Résolution du CA : 29 mai 2017 (résolution #2.2.1.5)

Action pour le CP : Dépôt du mémoire au CP (13 juin 2017)

Règlement provincial (dépôt : 29 mars 2017)

Code de déontologie applicable aux membres des conseils de discipline des ordres professionnels

Action pour le CA : Dépôt du projet de lettre au CA (13 avr 2017)

Résolution du CA : 27 avr 2017 (résolution #2.2.1.10)

Action pour le CP : Transmission lettre parrain/marraine (3 mai 2017)

Projet loi provincial #793 (dépôt : 23 mars 2017)

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin que tout élève de moins de 18 ans ait droit à la gratuité des services éducatifs prévus par cette loi sans qu'il soit nécessaire qu'il soit citoyen canadien ou résident permanent

Action pour le CA : Dépôt du projet de lettre au CA (27 avr 2017)

Résolution du CA : 27 avr 2017 (résolution #2.2.1.9)

Action pour le CP : Transmission lettre parrain/marraine (4 mai 2017)

Projet loi provincial #792 (dépôt : 15 mars 2017)

Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat

Action pour le CA : Dépôt du projet de mémoire au CA (13 avr 2017)

Résolution du CA : 27 avr 2017 (résolution #2.2.1.1)

Action pour le CP : Diffusion d'un mémoire sur le Web (27 avr 2017)

Projet loi fédéral #C-39 (dépôt : 8 mars 2017)	
Loi modifiant le Code criminel (dispositions inconstitutionnelles) et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois	
Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (13 avr 2017)
Résolution du CA :	27 avr 2017 (résolution #2.2.1.5)
Action pour le CP :	Transmission mémoire parrain/marraine (4 mai 2017)

Projet loi fédéral #C-337 (dépôt : 23 févr 2017)	
Loi modifiant la Loi sur les juges et le Code criminel (agression sexuelle)	
Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (13 avr 2017)
Résolution du CA :	13 avr 2017 (résolution #1)
Action pour le CP :	Dépôt du mémoire au CP (18 avr 2017)

Projet loi fédéral #S-215 (dépôt : 16 févr 2017)	
Loi modifiant le Code criminel (peine pour les infractions violentes contre les femmes autochtones)	
Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (16 févr 2017)
Résolution du CA :	16 févr 2017 (résolution #2.2.1.6)
Action pour le CP :	Dépôt de la lettre au CP (20 févr 2017)

Projet loi fédéral #C-38 (dépôt : 9 févr 2017)	
Loi modifiant la Loi modifiant le Code criminel (exploitation et traite de personnes)	
Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (20 mars 2017)
Résolution du CA :	21 mars 2017 (résolution #2.2.1.2)
Action pour le CP :	Transmission mémoire parrain/marraine (24 mars 2017)

Projet loi fédéral #S-231 (dépôt : 22 nov 2016)	
Loi modifiant la Loi sur la preuve au Canada et le Code criminel (protection des sources journalistiques)	
Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (24 févr 2017)
Résolution du CA :	26 févr 2017 (résolution #1)
Action pour le CP :	Dépôt du mémoire au CP (28 févr 2017)

Projet loi fédéral #C-32 (dépôt : 15 nov 2016)	
Loi relative à l'abrogation de l'article 159 du Code criminel	
Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (16 févr 2017)
Résolution du CA :	16 févr 2017 (résolution #2.2.1.4)
Action pour le CP :	Dépôt de la lettre au CP (20 févr 2017)

Projet loi fédéral #S-3 (dépôt : 25 oct 2016)	
Loi modifiant la Loi sur les Indiens (élimination des iniquités fondées sur le sexe en matière d'inscription)	
Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (16 févr 2017)
Résolution du CA :	16 févr 2017 (résolution #2.2.1.2)
Action pour le CP :	Dépôt du mémoire au CP (21 févr 2017)

Projet loi fédéral #S-230 (dépôt : 4 oct 2016)	
Loi modifiant le Code criminel (conduite avec les capacités affaiblies par les drogues)	
Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (20 mars 2017)
Résolution du CA :	21 mars 2017 (résolution #2.2.1.3)
Action pour le CP :	Transmission lettre parrain/marraine (27 mars 2017)

Projet loi fédéral #C-23 (dépôt : 17 juin 2016)	
Loi relative au précontrôle de personnes et de biens au Canada et aux États-Unis	
Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (13 avr 2017)
Résolution du CA :	27 avr 2017 (résolution #2.2.1.4)
Action pour le CP :	Dépôt du mémoire au CP (5 mai 2017)

Projet loi provincial #107 (dépôt : 8 juin 2016)	
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs	
Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (29 sept 2016)
Résolution du CA :	26 sept 2016 (résolution #2.2.1.1)
Action pour le CP :	Dépôt du mémoire au CP

Projet loi provincial #108 (dépôt : 8 juin 2016)	
Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics	
Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (29 sept 2016)
Résolution du CA :	29 sept 2016 (résolution #2.2.1.2)
Action pour le CP :	Dépôt du mémoire au CP (6 oct 2016)

Projet loi provincial #96 (dépôt : 7 juin 2016)	
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes	
Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (16 févr 2017)
Résolution du CA :	16 févr 2017 (résolution #)
Action pour le CP :	Dépôt du mémoire au CP (20 févr 2017)

Projet loi fédéral #S-202 (dépôt : 8 déc 2015)	
Loi modifiant la Loi sur le divorce (plans parentaux)	
Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (20 mars 2017)
Résolution du CA :	21 mars 2017
Action pour le CP :	Dépôt de la lettre au CP (27 mars 2017)

Projet loi provincial #56 (dépôt : 12 juin 2015)	
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme	
Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (17 déc 2015)
Résolution du CA :	17 déc 2015 (résolution #2.1.6.1)
Action pour le CP :	Dépôt du mémoire au CP

Consultation fédérale (dépôt : 2 juin 2017)**Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2018**

Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (17 juil 2017)
Résolution du CA :	27 juil 2017 (résolution #3.1.2)
Action pour le CP :	Dépôt du mémoire au CP (2 août 2017)

Consultation provinciale (dépôt : 10 avr 2017)**Rapport quinquennal 2016 - Rétablir l'équilibre - Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé**

Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (12 mai 2017)
Résolution du CA :	24 mai 2017 (résolution #2.2.1.2)
Action pour le CP :	Dépôt du mémoire au CP (7 juin 2017)

Consultation (dépôt : 10 mars 2017)**Consultation 2017 de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada sur le projet de modifications au Code type de déontologie professionnelle**

Action pour le CA :	Dépôt du projet de lettre au CA (5 mai 2017)
Résolution du CA :	24 mai 2017 (résolution #2.2.1.3)
Action pour le CP :	Transmission lettre parrain/marraine (25 mai 2017)

Autre dossier provincial (dépôt : 14 juil 2017)**Consultation relative aux règles encadrant l'assurance des copropriétés au Québec**

Résolution du CA :	27 juil 2017 (résolution #3.1.6)
Action pour le CP :	Dépôt du mémoire au CP (10 août 2017)

Autre dossier (dépôt : 7 juil 2017)**Commission d'enquête sur la protection de confidentialité des sources journalistiques**

Action pour le CA :	Dépôt du projet de mémoire au CA (17 juil 2017)
Résolution du CA :	27 juil 2017 (résolution #3.1.5)
Action pour le CP :	Dépôt du mémoire au CP (3 août 2017)

Autre dossier (dépôt : 10 mars 2017)**Article 2998 C.c.Q. – publicité foncière des droits en matière testamentaire**

Résolution du CA :	22 juin 2017 (résolution #3.1.6)
--------------------	----------------------------------

Autre dossier (dépôt : 1 janv 2017)**Réforme en droit de la famille**

Résolution du CA :	29 mai 2017 (résolution #2.2.1.7)
--------------------	-----------------------------------

Je vous prie de recevoir, chers membres du Conseil d'administration, nos salutations distinguées.

Me Sylvie Champagne

Secrétaire de l'Ordre et directrice du
Secrétariat de l'Ordre et Affaires juridiques